

De la guerre civile à la plèbe : la Renamo du Mozambique

Trajectoire singulière ou signal d'évolution continentale ?

Michel Cahen

■ « Il ne peut y avoir d'autre motivation à la recherche que le désir de comprendre. »
(*La cause des armes...* : 17)

J'ai travaillé sur la Renamo (Résistance nationale du Mozambique) qui a été l'un des protagonistes de la guerre civile qui a ravagé le pays de 1977 à 1992, et que je définis, comme Christian Geffray, comme un « corps social guerrier ». Cependant, je tiens à préciser tout de suite que j'ai travaillé sur la transformation de la Renamo de corps social guerrier en parti politique, beaucoup plus que sur la guerre elle-même ; c'est-à-dire sur la *civilisation* de ce groupe (au sens littéral du mot « civilisation ») et non sur son mode d'être militaire – même si dans toutes les entrevues que j'ai faites avec d'anciens soldats ou responsables de la Renamo, la guerre est évidemment omniprésente. Je vais donc aborder la civilisation de ce groupe guerrier, remontant pour cela à chaque fois que nécessaire à la guerre elle-même, ainsi qu'à l'histoire encore antérieure.

Mon point de départ sera ici l'ouvrage de Christian Geffray, *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*. Le propos sera partagé en deux parties tout à fait inégales : la première, la plus longue, consistera en une réflexion sur la Renamo et la seconde, en une réflexion sur le phénomène de la plèbe.

Sur la Renamo

La cause des armes a été publié en juin 1990 sur la base d'une enquête faite en août-novembre 1988 dans le nord du Mozambique, dans la province de Nampula, notamment dans les districts d'Eráti et Namapa, et d'une connaissance de ce même terrain avant l'arrivée de la guerre dans cette région. On s'en souvient, l'ouvrage fut une étape tout à fait marquante dans la compréhension de cette étrange guerre, qui ne pouvait

pas relever simplement d'explications du type « bras armé de l'apartheid » ou « bandits armés » – *bandidos armados* comme on disait. Au sein du Groupement de recherche « Afrique australe » du CNRS, à l'époque dirigé par Claude Meillassoux, nous étions quelques-uns – Christian Geffray, Luís de Brito, Christine Messiant notamment – à arriver à peu près aux mêmes conclusions. Pour ma part, je les avais déjà exprimées dans un petit ouvrage¹. Mais ma position s'appuyait sur une approche macro-politique de la trajectoire de la guerre – processus de transformation d'une guerre d'agression externe en guerre civile, rendu possible par la profonde crise sociale que la politique de modernisation autoritaire du Frelimo² avait provoquée. La « force de frappe » argumentaire de Christian Geffray avait alors été très largement supérieure à celle de mon opuscule, d'une part à cause de la valeur intrinsèque de son ouvrage, mais d'autre part parce qu'il fut le premier, et je crois le seul, à mener une longue enquête de terrain, dès 1988, en zone de guerre, c'est-à-dire à produire non seulement une analyse politique du conflit – ce que j'avais pour ma part essayé de faire – mais aussi une « anthropologie totale » du phénomène. Ensuite, mais seulement ensuite, il y eut quelques contre-feux, quelques intellectuels sympathisants du Frelimo qui firent des terrains en zones de guerre³. Il faut se rappeler qu'à la même époque, ce qui était publié, ce qui était politiquement correct alors que l'Afrique du Sud était encore sous le régime de l'apartheid, c'étaient des écrits manquant de toute méthodologie critique, comme le rapport Robert Gersony⁴ commandité par le Département d'État américain, ou celui de William Minter⁵ commandité par la Fondation Ford. Christian Geffray ne fit pas du tout ce type d'enquête, même si, comme pour les précédents, son travail se fit nécessairement avec l'autorisation

1. Michel CAHEN, *Mozambique, analyse politique de conjoncture 1990*, Paris, Indigo Publications (collection La Lettre de l'Océan Indien), avril 1990.
2. Frelimo (Front de libération du Mozambique), parti unique au pouvoir depuis le 25 juin 1975, créé à Dar es-Salaam le 25 juin 1962 et qui mena la lutte armée anticoloniale.
3. Même si, à la différence de l'indépendance complète de C. Geffray, ces chercheurs partageaient d'une posture sympathisante, leurs recherches les plus sérieuses se rapprochèrent beaucoup en fait – mais plus tard – de celle de Geffray. Je pense notamment aux enquêtes d'Otto Roesch (également précoce disparu).
4. Robert GERSONY, *Summary of Mozambican Refugee Accounts of Principally Conflict-Related Experience in Mozambique*. Report submitted to: Ambassador Jonathan Moore, Director, Bureau for Refugee Programs; Dr. Chester A. Crocker, Assistant Secretary of African Affairs, Washington, Bureau for Refugee Programs of the Department of State, avril 1988. Ce rapport était fondé uniquement sur une enquête dans des camps de réfugiés, sans la moindre réflexion sur la « position sociale » dans laquelle étaient placés ces paysans de retour dans la sphère (et dans la dépendance) de l'État moderne, dont une partie au moins avait voulu fuir auparavant. Il pêchait lourdement ne serait-ce que par un usage mathématiquement faux du calcul des quotas (personnes comptées plusieurs fois pour la même réponse sur le nombre des victimes, etc.), mais contenait surtout des invraisemblances majeures : ainsi les paysans déclaraient avoir toujours vu les agresseurs, mais aucun n'avait vu les bombardements au napalm de l'aviation zimbabwéenne et les attaques du Frelimo ; l'auteur ne se rendit même pas compte que la grande vague de réfugiés au Malawi n'avait pas été consécutive à l'offensive de la Renamo en 1986, mais à la contre-offensive du Frelimo et du Zimbabwe en 1987-1988, etc.

du Comité central du Parti Frelimo et des Forces armées. Mais il avait antérieurement acquis une profonde connaissance anthropologique de sa zone d'enquête, sans laquelle sa lecture ultérieure de la guerre n'aurait jamais eu une telle profondeur⁶. De ce fait, il avait déjà une claire conscience de la marginalisation et du déni social que les populations macuas⁷ ressentaient envers ce nouvel État venu de la « nation », très loin au sud, et qui tenait aux gens un discours incompréhensible, mais lourdement autoritaire.

Ce fut une étape décisive dans la compréhension d'une guerre qui ne fut plus dès lors comprise comme relevant *seulement* de la déstabilisation externe, mais aussi comme le produit de « *déchirements sociaux et politiques internes aux sociétés rurales mozambicaines* » (*La cause...*: 24, sauf contre-indication, tous les soulignés dans les citations sont de Geffray). Étape décisive, *La cause des armes* n'en est pas moins une étape avec quelques limitations et même, à mon avis quelques erreurs. Ces « limitations » sont tout à fait secondaires dans la thèse générale de l'ouvrage, qui est celle de la capacité d'un corps guerrier d'origine externe à « changer de nature », en s'immisçant dans la crise sociale du rapport à l'État des peuples mozambicains, mais crise différenciée selon les rapports sociaux internes et les trajectoires historiques de chaque peuple. Si je vais parler de ces limitations, c'est parce qu'elles sont en rapport avec le propos auquel je voudrais aboutir sur la plèbe. Cela n'enlève rien à la force de l'ouvrage : en le relisant, quand on pense qu'il s'agit d'un terrain de 1988,

5. Cet universitaire enquête, allant de prison gouvernementale en prison gouvernementale, pour y rencontrer des guérilleros de la Renamo, par conséquent déjà dans les geôles de la police politique mozambicaine et interrogés par elle. Sur la base de ces entrevues, il produisit notamment *The Mozambican National Resistance (Renamo) as described by Ex-participants. Research Report Submitted to: Ford Foundation and Swedish International Development Agency*, Washington, Ford Foundation, SIDA, mars 1989. À la même période, on le trouve aussi dans la *Southern Africa Review of Books* (n° 5, juin-juillet 1989 : 22-23), pourfendant Gervase Clarence-Smith qui y avait publié (en anglais) un compte rendu favorable de M. Cahen, *Mozambique, la révolution implorée. Études sur douze années d'indépendance (1975-1987)*, Paris, L'Harmattan, 1987 – ouvrage qui pointait déjà l'émergence d'une guerre civile (W. Minter ne l'avait pas lu en français, mais réagissait vivement à la seule lecture du compte rendu qui mentionnait mon hypothèse de l'émergence d'une guerre civile). Plus tard, il devait encore reprendre la même thèse « externiste » (pas de guerre civile, juste une guerre d'agression externe), dans *Apartheid's contras*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 1994.
6. Il faut naturellement citer sa thèse, *Travail et symbole dans la société des Makhuwa*, thèse de doctorat d'anthropologie (dir. Georges Balandier), Paris, École des hautes études en sciences sociales, janvier 1987, 430 p. multigr. publiée sous forme remaniée dans *Ni père ni mère*, la même année que *La cause des armes*. Le premier travail publié où il aborde directement la guerre dans la région de son terrain de thèse est un article en portugais avec Mögens Pedersen, « Sobre a guerra na provincia de Nampula », modifié et ensuite publié en français, « Nampula en guerre ».
7. Mes Macuas sont évidemment le même peuple que les « Makhuwa » de Christian Geffray. Mais, contrairement à ce dernier qui utilisait la graphie internationale des noms ethniques, en particulier dans *Ni père ni mère*, je me suis toujours refusé à pareil choix, ainsi que je m'en suis expliqué dans mon article : « Vive le Zimbaboué ! Histoire de mots et européocentrisme classificatoire », *Politique africaine* (Paris, Karthala), juin 1992, 46 : 117-119.

d'une écriture de 1989-1990, on en garde la même impression : c'est un « sacré bouquin ». Douze ans et deux élections pluralistes, auxquelles la Renamo s'est présentée, plus tard, on n'écrit plus exactement les mêmes choses, mais chapeau bas !

Tout d'abord il faut rappeler que si terrain d'enquête il y eut en zone de guerre, ce fut uniquement en zone gouvernementale. Et il est très remarquable que malgré ces conditions de guerre, par excellence « polarisantes », ce déséquilibre du terrain n'a pas provoqué, en tout cas n'a guère provoqué, un déséquilibre dans l'analyse. C'est-à-dire que la « position de vue » du côté du Frelimo n'a pas entraîné un *point de vue* en faveur du Frelimo. Le contexte a néanmoins pesé, et plus généralement la situation déontologique délicate dans laquelle, nous autres intellectuels de gauche post-soixante-huitards, nous étions quand nous critiquions un parti qui se réclamait du marxisme et qui menait une guerre contre une guérilla soutenue par l'apartheid. Il est tout à fait certain que, pendant des années, la perpétuation de l'apartheid avait eu un effet puissant de légitimation politique en faveur du Frelimo comme parti unique, parti-État, parti-nation, même dans nos propres têtes⁸. Il était tout sauf anodin d'entrer dans ce genre de critiques qui faisaient immédiatement suspecter son auteur de « faire le jeu de l'apartheid » ou, plus généralement, « de l'ennemi ».

Ainsi, toute la thèse de Christian Geffray démontre les *mécanismes sociaux* de la guerre *interne*. Un grand nombre de fois, il tourne autour du concept, mais jamais dans le corps même du livre, il ne franchit le pas, ne parle de *guerre civile*. Le sous-titre de l'ouvrage d'ailleurs, *Anthropologie d'une guerre civile*, a été accepté *in fine* par Christian Geffray mais n'est pas de lui. Je ne sais plus si c'est l'éditeur (Robert Ageneau), le directeur de collection (Jean-François Bayart) ou le préfacier (Jean Copans) qui ont finalement remporté le morceau... Je ne suis pas intervenu à ce moment-là, je pensais et avais déjà publié que c'était une guerre civile, mais là-dessus je n'ai joué aucun rôle. Et d'ailleurs le titre de Christian Geffray, le titre qu'il a composé lui-même, est resté le titre de la version portugaise, puisque la traduction a été faite sur la base du manuscrit original, à savoir *Anthropologie de la guerre contemporaine au Mozambique*. Il s'abstient donc de théoriser sur la guerre civile et c'est là qu'on teste le poids du contexte : il ne voulait pas choquer. Or, à l'époque, qui disait guerre civile disait base sociale pour la Renamo, et donc qu'il y avait des responsabilités dans la guerre du côté du pouvoir et pas simplement du côté

8. Pour les détails de ce « contexte déontologique », je renvoie à mon article « Le contexte politico-documentaire de la recherche en histoire contemporaine et immédiate sur l'Afrique lusophone », *Cahiers d'histoire immédiate* (Toulouse, Groupe de recherche en histoire immédiate), automne 1994, 6 : 65-99.

de l'apartheid. Il voulait que son livre puisse être lu par des responsables du Frelimo, *il s'adressait encore au Frelimo*. D'une certaine manière, Christian Geffray était encore dans l'attitude d'«aider le parti à corriger ses erreurs» bien que son article de 1988, «Fragments d'un discours du pouvoir» (cf. *supra* : 58), fût en fait une rupture publique avec ces gens-là. Pourtant, la première phrase de son livre, juste après la préface de Jean Copans est également : «Il ne peut y avoir d'autre motivation à la recherche que le désir de comprendre» (*La cause...* : 17). La contradiction tire son origine de ce que Christian Geffray a quand même eu du mal à admettre qu'il s'agissait d'une guerre civile, même si tout son ouvrage le montre, même s'il décrit par le menu les «deux populations» – celle qui vit dans la sphère de l'État moderne et celle qui tente de s'y soustraire en se plaçant sous la protection d'une structure de guérilla. Et c'est d'ailleurs cette dichotomie des deux populations qui donne à sa guerre sa dimension communautaire atroce – attention je dis bien communautaire et non point ethnique, c'est-à-dire la communauté de chacune des deux populations dans ce rapport à l'État –, dont Christian Geffray donne d'ailleurs des exemples saisissants... Pour ne prendre qu'un exemple – qui montre vraiment ce qui se passait – pour expliquer comment la Renamo pouvait massacrer femmes et enfants dans une voiture d'un convoi routier, il écrit :

«C'est que le convoi est un détachement de la société urbaine, une fraction de la ville circulant, mobile et vulnérable, sur une route entre deux cités. La quasi-totalité des voyageurs est constituée par des gens des villes ou des bourgs ou bien par des ruraux disposant de réseaux de contacts urbains surpris précisément à l'occasion d'une de leurs allées et venues avec la ville ou les bourgs. Ces gens appartiennent aux couches de la population dont la condition s'est profondément transformée dans la situation coloniale, employés, ouvriers, marchands, négociants de fortune engagés dans des commerces triangulaires ou quadrangulaires..., chômeurs subsistant de petits travaux et menus trafics, épouses rendant visite à la belle-famille rurale, ou de retour de visite avec un sac de manioc, familles en quête d'un cousin qui a réussi à la ville... Ce sont tous ceux qui subsistent au sein ou aux marges des réseaux sociaux urbains nés de la situation coloniale, ceux qui se sont le mieux accommodés, au lendemain de l'indépendance, de la nouvelle situation et du nouvel État, avec lequel ils entretiennent souvent des liens plus ou moins directs. Autrement dit, les voyageurs des convois sont les personnes dont la condition est à l'opposé de celle des marginaux de l'État colonial, devenus les laissés-pour-compte de l'État indépendant, qui sont entrés en dissidence de cet État et se sont massivement placés à l'abri des armes de la Renamo.» (*La cause...* : 216)

On voit bien ici la violence atroce dérivant de la nature communautaire de la guerre, mais il ne s'agit pas de la communauté facilement étiquetée «ethnique», etc. Christian Geffray montre très bien que ce ne sont pas

seulement des individus marginaux, isolés, qui passent à la Renamo – bien entendu, il y en a toute une kyrielle –, mais parfois aussi des *sociétés entières* qui sont passées à la Renamo, parfois *dans la joie*. Il y a tout un paragraphe dans le livre sur la joie. Mais pour qu'il y ait cette joie dans le processus d'entrée en guerre, pour que cela se produise, il est nécessaire qu'il y ait *une crise générale du rapport à l'État* qui se conjugue de diverses manières (les villages communautaires imposés ou les tentatives répétées de les imposer, l'humiliation des vrais chefs traditionnels, les chefs de terres, la répression des rites religieux et le mépris quotidien de la culture locale, sans parler des envois en camps de rééducation, etc.). Ces manières obligent la population à se sentir clandestine dans son propre pays et à ressentir l'État comme un corps étranger. Quelques années plus tard, avec les nouveaux mots qu'il avait forgés dans l'intervalle, Christian Geffray aurait dit : *une crise sans alternative disponible d'allégeance à l'idéal du bien public*. Cette crise du rapport à l'État est partout *nécessaire* pour qu'apparaisse la dissidence de masse, mais Christian Geffray montre bien qu'elle n'est *pas suffisante* pour l'expliquer. Dans bien des cas il y a ladite crise, et pourtant la population reste fidèle à l'État du Frelimo, il est vrai parfois après quelques hésitations.

C'est là qu'il faut signaler une dimension du livre à laquelle on n'a peut-être pas prêté suffisamment attention. En effet, si Christian Geffray montre que ce sont des secteurs marginalisés qui sont entrés en dissidence, il insiste sur le fait que cette marginalisation n'est nullement le fait de la seule action du Frelimo, mais de la *longue durée*. Il donne en exemple les trajectoires historiques différentes des peuples Macuane et Eráti... Ce sont de très belles pages, où il montre comment, dès la fin de la traite servile, certaines sociétés moins centralisées politiquement, plus segmentaires, eurent un rapport plus difficile que d'autres avec l'administration coloniale portugaise, beaucoup moins facilement recrutées dans des tâches subalternes par les Portugais et que les mêmes qui étaient des marginaux de l'État colonial devinrent des marginaux de l'État indépendant. En revanche, ceux qui avaient les meilleures relations avec l'administration coloniale furent également ceux qui eurent les meilleures relations avec l'État du Frelimo. Il donne cet exemple entre Macuane et Eráti, mais d'autres cas d'historicité des processus de marginalisation peuvent être trouvés dans tout le pays. Il vaut la peine de citer des extraits de ces pages :

« Tous les peuples évoqués jusqu'à présent, les Eráti, les Chaka comme les Macuane, ont été soumis à la même stratégie de construction de l'appareil d'État dans les campagnes par le Frelimo. Les Eráti comme les Macuane, dont les pratiques sociales domestiques sont très proches, ont souffert du même refus de respecter et d'admettre leur existence historique et sociale, ils ont éprouvé en principe les mêmes humiliations, leurs chefs ont fait l'objet des mêmes brimades. Comment

comprendre alors que seuls les Macuane se sont engagés dans la guerre [...] ? Pourquoi ont-ils seuls éprouvé cette joie de la « belle et bonne » guerre, et cherché seuls à se soustraire à l'autorité de l'État afin de retrouver leur habitat, leurs pratiques productives familières, et de jouir, à l'abri des armes de la Renamo, d'une dignité et d'une identité restaurées ? Pourquoi, en revanche, les Eráti et les Chaka se sont-ils massivement abstenus ? Pourquoi sont-ils restés fidèles à l'État du Frelimo avec lequel ils collaborent, malgré l'égale oppression à laquelle cet État les a tous uniformément soumis ?

La *polarisation* des populations dans la guerre répond à une autre logique, fait écho à d'autres événements que le conflit opposant les populations rurales à l'État. Elle s'opère dans la continuité de conflits politiques et sociaux antérieurs aux villages communautaires et au Frelimo. [...]

Jusqu'à la conquête coloniale du début du siècle, les Eráti et les Macuane disposent de formations politiques très différentes, et ils entretiennent entre eux des relations structurelles éminemment guerrières. La guerre remplit une fonction décisive dans la reproduction de la vie sociale et politique macuane segmentaire [...], au point que l'activité et les vertus guerrières y sont l'objet d'une valorisation exceptionnelle. La guerre n'occupe pas une place aussi essentielle dans le dispositif social et politique *centralisé* des Eráti, et les vertus guerrières, sans leur être totalement étrangères, tiennent un rang plus modeste dans leur esprit. Les Eráti s'alarment et s'indignent encore aujourd'hui de la cruauté des pratiques et coutumes qu'ils prêtent à leurs voisins macuane, auxquels ils reconnaissent un courage à faire jaillir le sang dont ils s'avouent eux-mêmes bien incapables.

Mais ce sont les formes nouvelles prises par ces oppositions historiques dans la situation coloniale qui permettent de mieux pressentir le sens des événements contemporains. Comme souvent dans l'histoire coloniale, ce sont les autorités des formations politiques les plus centralisées qui se révèlent les interlocuteurs les plus fiables des colonisateurs, et leurs formations, les plus aisées à soumettre et à intégrer. Les premiers employés et contremaîtres formés dans les missions de la région sont tous eráti. Ce sont des Eráti qui œuvrent dans l'administration jusqu'à Nacarôa, au cœur de la Macuane segmentaire et rebelle. Ils mettent à profit la situation coloniale jusqu'à y tisser des relations relativement harmonieuses, quoique soumises, avec le colonisateur. Par la vertu même de l'autorité qu'ils tiennent de l'État portugais et exercent en pays macuane, ils parviennent à maintenir les Macuane eux-mêmes à l'écart de toute promotion sociale chez eux. Ceux-ci en viennent à regarder les Eráti comme des collaborateurs du colonisateur, oppresseurs et méprisants, tandis qu'ils se regardent eux-mêmes comme les laissés-pour-compte, les marginaux de l'État colonial.

Cet héritage de l'administration portugaise s'est transmis intact à la nouvelle administration du jeune État indépendant. Les responsables actuels le font volontiers observer : des Eráti sont actuellement présents à tous les niveaux de l'administration locale jusqu'à Nacarôa (en pays macuane), tandis que les Macuane, marginaux turbulents de l'État colonial, sont devenus les marginaux de l'État du Frelimo. Ce sont eux qui sont d'abord entrés en guerre contre

l'État. Les Eráti, en revanche, face à l'agression de la Renamo épaulée par leurs anciens ennemis et subordonnés, se sont massivement placés sous la protection de l'armée du Frelimo et sont demeurés légitimistes. Mais ils ne l'ont pas fait sans hésitation... » (*La cause...* : 88-90)

Naturellement ce type de processus est évolutif, ou, selon les contextes, n'a pas forcément toujours les mêmes effets : par exemple, il y a *grosso modo* le même type d'opposition dans le centre du pays – zone où Christian Geffray n'a pas travaillé. Il y a des antagonismes historiques – entre d'une part les Sena et d'autre part les Ndaú qui ont donné les premiers dirigeants à la Renamo – qui ont aussi eu une certaine expression pendant la période coloniale puis la guerre civile. Pourtant, lors des premières élections libres de 1994, les deux groupes ont voté sensiblement de la même manière à une forte majorité pour la Renamo. Dans ce cas, les trajectoires socio-ethniques historiques rappelées par Christian Geffray à propos des Eráti et Macuane ont été surpassées par des clivages régionaux d'opposition au Sud qui ont relativisé la situation d'affrontement interne.

Le livre aborde beaucoup d'autres aspects sur lesquels je ne m'appesantirai pas, mais qui sont tout à fait fondamentaux, comme le fonctionnement des bases militaires, l'administration indirecte par les chefs traditionnels (*régulos*), le fait que les anciens *régulos* les plus pro-coloniaux soient passés du côté du Frelimo, le rôle des captifs. Ces aspects sont très importants dans le livre, mais je ne fais que les mentionner parce que c'est un peu en dehors de mon sujet, et surtout parce que ça ne prête plus à discussion – ceux qui ne comprennent rien, eh bien ! tant pis.

En revanche, à mon avis, Christian Geffray n'est pas allé assez loin dans l'analyse du changement de nature de la Renamo. Certes, il dit que la Renamo a changé de nature, situant même très tôt le changement : en gros à l'indépendance du Zimbabwe, donc autour de 1980. Mais il reste influencé par l'air du temps d'alors quand, par exemple, il écrit que la Renamo a été formée, au départ, de :

« dizaines de soldats perdus mozambicains, désœuvrés, ayant combattu dans les unités d'élite de l'armée coloniale ou dans les milices privées des grands latifundiaires. [...] Les agents rhodésiens ont collaboré étroitement à cette fin, comme on l'imagine, avec les grands colons portugais immigrés, spoliés, ivres de ressentiment et de frustrations [...]. Les actions de terreur effectuées à cette époque, parfois avec l'appui direct des hélicoptères de l'armée rhodésienne, furent sans équivoque le fait d'un *appendice mercenaire* de la bourgeoisie de Salisbury, en collusion avec les membres les plus résolus ou exaltés des milieux coloniaux déçus du Mozambique » (*La cause...* : 22-23, c'est moi qui souligne).

Or ces affirmations, à propos desquelles Christian Geffray ne donne d'ailleurs pas de sources, sont inexactes. Il est faux que la Renamo ait été formée sur la base de soldats mozambicains des unités d'élites de l'armée coloniale, ou encore par d'anciens membres des milices privées des grands latifundiaires.

Premièrement, ces milices privées furent quasiment inexistantes, les milices paramilitaires étant celles de l'OPVDCM (Organisation provinciale des volontaires de la défense civile du Mozambique), c'est-à-dire un organisme public : il était pratiquement impossible, dans la tradition étatique portugaise, de laisser se former de telles milices privées. Les quelques cas qui ont existé ont été le fait de grands chasseurs professionnels passés à la contre-guérilla, mais alors en lien direct avec l'armée ; ou les opérations spéciales d'un Jorge Jardim, riche homme d'affaires intime de Oliveira Salazar, resté important sous Marcelo Caetano et lié au dictateur Hastings Kamuzu Banda du Malawi, mais dont les services agissaient comme réseaux de guerres secrètes, et non point comme milice de défense de tel ou tel latifundium⁹.

Deuxièmement, que devinrent les soldats africains de l'armée coloniale, en particulier ceux des commandos d'élite de contre-guérilla (Groupes spéciaux, Groupes spéciaux parachutistes, Groupes de pisteurs de combat, dépendant de l'armée ; ou les *Flechas*, dépendant de la DGS, la police politique) ? Il est vrai que certains passèrent en Rhodésie ou en Afrique du Sud. Mais la plupart restèrent au Mozambique et y connurent certes des tracas (y compris les camps de rééducation), mais pas les massacres de masse comme en Guinée-Bissau ou en Algérie (en Angola, certains, notamment les « Katangais », passent avec armes et bagages au MPLA). Par ailleurs, les Sud-Africains pratiquent au départ une coexistence pacifique, reconnaissent l'indépendance du Mozambique et ne participent pas à la fondation de la Renamo. Ceux des commandos mozambicains qui parviennent chez eux et ne se fondent pas dans la vie civile de l'importante émigration mozambicaine sont récupérés, et alors enrôlés dans le Bataillon Buffalo qui combat en Angola ou en Namibie. À ma connaissance, l'armée rhodésienne elle-même abandonna rapidement l'idée de se servir des quelques commandos mozambicains, y compris des *Flechas*, pour créer

9. Du reste, même en ce qui concerne J. Jardim, malgré ce qui est fréquemment écrit, il est complètement faux – mais Christian Geffray ne le dit pas – de le voir comme artisan des émeutes pied-noir du 7 septembre 1974, puisqu'il interdit à ses partisans d'y participer, ou comme fondateur de la Renamo – ceux qui attendaient de lui un tel rôle lui ont d'ailleurs fort reproché son inaction. C'est le cas, notamment, du groupuscule portugais REMO (Résistance du Mozambique) qui, en Afrique du Sud, considère Jorge Jardim presque comme un déserteur. En revanche, il est vrai qu'Orlando Cristina, ancien agent de Jardim, fut le premier secrétaire général de la Renamo, mais après rupture des relations avec ce dernier.

une « pseudo-guérilla ». Ce sont ses propres *selous scouts* qui menèrent des opérations de « pseudo » guérilla au sein même du Mozambique après la déclaration de l'état de guerre par le Mozambique en 1976¹⁰, et surtout son aviation qui bombarda les camps de la guérilla zimbabwéenne installés au Mozambique. Les services secrets rhodésiens, en revanche, prirent bien en main un petit groupe de Mozambicains exilés, mais ce furent ceux qui s'étaient enfuis des camps de rééducation, et le plus souvent d'anciens guérilleros du Frelimo¹¹.

Plus généralement, Christian Geffray continue à employer pour qualifier la Renamo des mots très péjoratifs qu'il n'emploie pas pour le Frelimo, même quand il critique ce dernier de manière acerbe. Il ne parle jamais des massacres du Frelimo, notamment quand l'armée gouvernementale attaque une base de la Renamo qui a été abandonnée depuis longtemps par les guérilleros et qu'on y tue tous les hommes civils trouvés sur place, etc. Il sous-estime également la nature civile minimale de la Renamo des origines – c'est pour lui un pur appareil guerrier, ce qui est quelque peu contradictoire avec le concept de corps social pourtant utilisé. Il n'entrevoit guère la montée en puissance de cette composante civile à partir du milieu des années 1980, pourtant en cohérence avec le « changement de nature » de la Renamo qu'il analyse.

Il n'y en avait peut-être pas dans la région où il a enquêté, mais il n'a pas du tout la vision des quelques groupes civils de la Renamo existant dès 1977-1978 et qui vont surtout se multiplier, à partir de 1985-1986, quand la Renamo agit dans 80 % du territoire (je dis bien « agit », pas « occupe ») et qu'elle en occupe des zones substantielles, en « peau de léopard » comme disait Christian Geffray. Il y a un appareil civil qui est monté, il y a des professeurs, des instituteurs, des agents civils d'information, des gouverneurs de province et de région, il y a une composante civile qui, certes, reste très minoritaire mais qui va être déterminante à partir du cessez-le-feu du 4 octobre 1992. Christian Geffray a consacré de longs développements à étudier cette autre composante du pouvoir civil de la Renamo, à savoir la délégation de pouvoir donnée localement aux chefs traditionnels, mais il n'a pas vu la composante *civile moderne* de la Renamo.

10. Le Mozambique ne déclare pas la guerre à la Rhodésie, mais se déclare en état de guerre avec elle et applique les sanctions de la communauté internationale à l'égard de la Rhodésie blanche. De là vient l'alliance, parfois étonnante, entre le Mozambique « marxiste » et la Grande-Bretagne conservatrice de Margaret Thatcher !

11. Divers témoignages sont dans mon ouvrage plus récent, Michel CAHEN, *Les bandits. Un historien au Mozambique, 1994*, Paris, Publications du Centre culturel Calouste Gulbenkian, 2002.

Jusqu'à la fin de la période qu'il étudie, Christian Geffray maintient l'analyse du « corps social guerrier », vivant de la guerre – c'est certain ! – mais aussi vivant *pour la guerre, sans autre projet de vie que la guerre*. Or cela n'est plus du tout évident dans la seconde moitié des années 1980. Si on le suit, la « civilisation » de la guerre que, sans l'écrire, il démontre pourtant pleinement, n'aurait eu aucun effet « civilisant » sur l'appareil militaire. On ne peut plus comprendre, alors, la grande facilité qu'a eue la Renamo, très vite, en 1992-1994, à devenir un mouvement civil massif, contrastant fort avec l'Unita angolaise.

Christian Geffray clôt le livre en continuant de parler de la Renamo comme d'un appareil strictement militaire et émet logiquement l'hypothèse que les segments de population qui l'ont soutenue au début, pour se protéger de l'État du Frelimo, vont se retourner contre elle à cause de sa prédation permanente. Cela ne semble s'être produit nulle part. Mais, ce qui est plus important encore pour la suite, il montre très bien comment la dynamique militaire a permis la soudure d'une « coalition de marginalité » dont les membres avaient des intérêts sociaux divergents. L'ancien chef traditionnel humilié, le chef religieux, le jeune déscolarisé des villes, le paysan qu'on a forcé à aller dans le village communautaire, tous milieux sociaux aux trajectoires différentes, et quelques sociétés entières aussi (comme celle des Macuane¹²) ont pu être soudés par la dynamique militaire du conflit.

Pour conclure sur le livre de Christian Geffray, je crois que ces aspects contestables, voire erronés, n'affaiblissent en rien l'anthropologie sociale et politique de la guerre contemporaine qu'il observe : tout ce que Christian Geffray avait *vraiment besoin de montrer, de prouver*, il l'a fait avec une grande profondeur. Il analyse la Renamo des années 1986-1989, et cela – on excusera l'expression – ne lui « coûte pas cher » que d'accepter, pour les années antérieures, une analyse plus proche de la version du Frelimo. Cela ne l'intéresse guère, il n'a pas vraiment enquêté sur les origines de la Renamo et, sous la pression d'un contexte où il ne fallait pas « faire le jeu de l'ennemi » et où il pensait encore pouvoir influencer au moins certains dirigeants du Frelimo¹³, il reproduit des bribes de la version officielle. Les

12. Précisons à nouveau que parler de « sociétés entières » n'est pas synonyme d'ethnies entières. La Macuane est un segment du grand groupe macua.

13. Un petit épisode illustre la posture inconfortable de Christian Geffray à l'époque. Nous étions tous persuadés que le parti unique devait finir, et que des négociations devraient donc s'ouvrir avec la Renamo, ne serait-ce que pour la vaincre au nom des idéaux socialistes. En avril 1989, nous rédigeons une lettre ouverte aux dirigeants mozambicains, à publier dans la presse portugaise à destination de l'Afrique, appelant à des négociations et des élections pluralistes. Christian Geffray participe pleinement à la rédaction du texte, aux côtés de Claude Meillassoux, Christine Messiant et Luís de Brito. Ce dernier, s'appropriant à rentrer à Maputo, ne le

vrais inconditionnels du Frelimo ne s'y sont pas trompés, qui ont tiré à boulets rouges sur l'ouvrage bien que, parfois, on peut se demander s'ils l'ont vraiment lu¹⁴.

Les questions qu'on se pose maintenant, puisqu'on a le privilège d'être plus tard, sont les suivantes. Comment cette coalition de marginalités a-t-elle pu continuer à exister de 1990 (fin officielle du monopartisme) à 1994 (premières élections mozambicaines)? Pourquoi continue-t-elle encore aujourd'hui en 1999, puisque la Renamo, désormais sans l'argent de l'ONU, a accru son score de quinze points, frôlant la moitié de l'électorat¹⁵? Pourquoi ne s'est-elle pas désintégrée avec la fin de la dynamique militaire? Pourquoi le discours contre le « communisme » continue-t-il à fonctionner alors qu'il est totalement surréaliste au temps du néolibéralisme sauvage? Il y a quatre grandes raisons qui pourraient expliquer cette bizarrerie. Premièrement, il s'agit de la politique du Frelimo lui-même qui ne s'est pas servi de la paix pour ouvrir *socialement* le pouvoir; deuxièmement et en conséquence, il s'agit du maintien du même *groupe social de pouvoir* haï, l'ancien directeur de l'usine nationalisée devenant le patron de l'usine privatisée, ce qui est un classique des phénomènes de privatisation au sortir des régimes de parti unique; troisièmement, il s'agit des effets délétères du néolibéralisme qui accentuent les déséquilibres régionaux, 80% des investissements extérieurs étant concentrés dans le corridor de Maputo; enfin quatrièmement, il s'agit d'un phénomène bien plus général et continental de « plébéiennisation » de l'Afrique. C'est à ce dernier phénomène que je voudrais consacrer quelques réflexions maintenant.

Sur le phénomène de la plèbe

Cette réflexion sur la « plébéiennisation » de l'Afrique m'est venue indirectement à propos du concept de Claude Meillassoux sur les « corps sociaux », que nous avons utilisé concernant le Mozambique, même s'il

signera évidemment pas. En revanche, un collègue soviétique, Gueorgui Derluguian, ancien coopérant au Mozambique, signe. Afin que son livre, dont la parution est prochaine, ne soit pas « mal compris » par la direction du Frelimo, Christian Geffray s'abstient de signer. Voir Claude Meillassoux, Christine Messiant, Michel Cahen et Gueorgui Derluguian, « Vencer a guerra, pela democracia, para o socialismo », *África* (Lisbonne), 10-16 mai 1989, 104 : 5. Il faudra une année entière pour que le journal des sympathisants nord-américains du Frelimo, *Southern Africa Report*, accepte de publier cet appel, *après* que le Frelimo eût déjà renoncé au parti unique... (« The Cahen Document: Victory via Democracy for Socialism », *Southern Africa Report* (Toronto), May 1990, V (5) : 26-27).

14. Faut-il rappeler que le livre a été publié en français, puis en portugais, alors que la majorité des critiques au vitriol ont été le fait de sympathisants anglo-saxons du Frelimo (voir fin de la note précédente), qui maîtrisent rarement bien le français, voire le portugais?
15. La Renamo affirme qu'elle a gagné les élections présidentielles et qu'il y a eu fraude, mais cela ne convenait assurément pas aux intérêts de la communauté internationale pariant sur le Frelimo et qui a entériné les résultats.

s'est agi là d'un usage quelque peu décentré par rapport à ce qu'il voulait expliquer¹⁶. Selon le concept de Meillassoux, les corps sociaux sont des formations sociales accomplissant des tâches nécessaires aux deux classes fondamentales, mais qui n'en font pas partie. Meillassoux parle ainsi de « corps sociaux *procédant* de la bourgeoisie », à propos de l'armée ou de cadres supérieurs, etc. Le concept est, à mon avis, un enrichissement indéniable de la pensée marxiste, permettant de sortir d'un certain « hyper-classisme » selon lequel il n'y aurait que les deux classes antagoniques à l'époque contemporaine. Cet hyper-classisme n'est pas le fait de Marx qui parle de classes *fondamentales*, ce qui induit qu'il peut y en avoir d'autres, non fondamentales, et des formations sociales autres que les classes, mais il est très fréquent chez les épigones : la diversité sociale n'est plus expliquée qu'en termes de classes résiduelles (d'un autre temps) ou de « fractions de classe » des classes fondamentales. J'ai donc rapidement été conquis par le concept, mais en désaccord non moins rapide avec l'usage qu'en a fait Claude Meillassoux. En effet, il conteste la théorie de la « disparition du prolétariat » et considère à l'inverse qu'il s'étend – diagnostic que globalement je partage. Mais il considère également que, dans les pays du centre du monde, ce recul du prolétariat est avéré car la majorité de la population y ferait partie des « corps sociaux procédant de la bourgeoisie » – la croissance planétaire du prolétariat étant assurée par sa forte croissance dans le Tiers-Monde. À l'inverse, il me semble que le centre du monde n'a jamais été autant prolétarisé (au sens de Marx), le prolétariat y représentant probablement plus de 75 % de la population. Mais pour Meillassoux en effet, est prolétaire celui qui subit l'extraction de la plus-value grâce au travail libre (toujours au sens de Marx), mais aussi celui qui est privé de travail. Ainsi, les énormes masses humaines qui sont privées de tout travail régulier – n'entrons pas ici dans la distinction entre secteurs formel et informel, guère opérationnelle – seraient-elles prolétaires.

Or il me semble que, pour l'Afrique subsaharienne et des parties entières de l'Asie du Sud, cette approche est complètement erronée – à la différence de l'Amérique latine en raison de sa colonisation d'un type très particulier, à la « rhodésienne ». En effet, Meillassoux oublie étrangement la question du mode de production. *Au sein du mode de production capitaliste*, un chômeur est effectivement un prolétaire, de même qu'un ouvrier assujéti au « travail libre ». Le chômeur, privé de travail, est déjà intégré économiquement, socialement, mentalement, au sein du mode de production capitaliste. Le concept et l'état social du prolétaire n'ont de sens que si cette

16. Claude MEILLASSOUX, « Du bon usage des classes sociales », in Bernard Schlemmer (éd.) : *Terrains et engagements de Claude Meillassoux*, Paris, Karthala, 1998 : 9-58.

intégration est avérée : l'esclave, le serf, l'alleutier et même le petit paysan microfundiaire et ruiné de la fin du XIX^e siècle en France ou dans le nord du Portugal ne sont pas des prolétaires, même s'ils sont des pauvres.

Or, quel est le moment historique actuel de l'Afrique subsaharienne ? C'est celui d'une urbanisation galopante et *sans industrialisation correspondante*, avec hypertrophie d'un lumpen-secteur tertiaire. Cette urbanisation n'est pas produite par l'appel d'une industrialisation, et elle est le signe clair que l'on arrive à *la fin de l'articulation des modes de production*. En effet, pendant des décennies, la viabilité de l'exploitation impérialiste de l'Afrique a été fondée sur des procédés en réalité non directement capitalistes : le travailleur forcé, en particulier, était payé en dessous du coût de sa reproduction sociale, et ne survivait que parce que des pans entiers de l'économie domestique persistaient et fournissaient la différence, notamment grâce au travail agricole acharné des femmes. Il y a eu des phénomènes de ce genre aussi dans le centre du monde – les « jardins ouvriers » en étant le dernier avatar –, mais comme étape rapidement dépassée par la prolétarianisation complète des travailleurs, sans ressource autre que le misérable salaire, donc forcément ajusté au coût minimal de la reproduction sociale – ou provoquant la mort par famine ou épuisement. En Afrique, ce phénomène a duré officiellement jusqu'à la fin du travail forcé (1947 dans le domaine français, 1962 dans le domaine portugais), mais en fait bien plus tard. Le coût du « salaire » y est resté établi en tenant compte du fait que le travailleur survivrait aussi grâce à d'autres ressources, notamment familiales et rurales. Le mode de production domestique n'existe aujourd'hui plus que par bribes, et l'exode rural massif, alors que nulle industrialisation ne provoque un « appel » économique, en est l'expression. Même quand il n'y a pas de guerre civile, les gens quittent la campagne parce que le mode de production domestique (au sens de Meillassoux) ne permet plus de payer le « différentiel » : le phénomène classique des « ciseaux » entre les bas prix de la production agricole et les hauts prix des biens manufacturés quotidiens (savons, vélos, pagnes, piles, huile, etc.) est plus fort que jamais. L'imaginaire fait le reste, la jeunesse ne veut plus rester. En un sens, ce ne sont pas des paysans qui deviennent des urbains, mais des ruraux qui viennent en ville.

Sont-ils des prolétaires ? Meillassoux répond « oui », et je réponds « non ». Quand des gens n'ont jamais, en brousse, été des prolétaires et qu'ils arrivent en ville sans être intégrés directement au mode de production capitaliste mais survivent, par exemple, de l'allongement infini de la chaîne de redistribution (vendeur de cigarettes à l'unité, etc.), ils ne sont pas des prolétaires, tant sur le plan économique ou social que mental. Il ne s'est pas manifesté chez eux la même rupture des solidarités verticales que

le capitalisme a partiellement produit chez les anciens paysans devenus prolétaires, dégagant l'espace d'autonomie nécessaire à l'émergence de l'individu et permettant de ce fait l'essor des solidarités horizontales telle la conscience de classe. Cette masse humaine n'est évidemment pas stable : une partie deviendra prolétaire (formelle ou informelle, peu importe), une partie deviendra artisanale, voire petite-bourgeoise ; une partie va mourir, *sans dommage* – parce que c'est une population économiquement inutile pour le capitalisme (ce n'est pas une masse exploitée, et ce n'est pas un marché) –, du sida, de la guerre ou de la misère. Ce n'est pas non plus un lumpen-prolétariat au sens de Marx, marge sociale qui *provient* du prolétariat. Ce n'est ni une classe ni un corps social, mais une formation sociale massive et instable qui, je crois, est assez correctement décrite en recourant au concept antique de *plèbe*. Cette plèbe est socialement précaire – sa survie n'est pas assurée par une masse esclave comme dans l'Antiquité romaine – et elle reste nécessairement très liée aux anciennes solidarités, même si ces dernières évoluent aussi : l'Église sioniste ou néopentecôtiste peut suppléer ou se combiner à l'identité lignagère ou ethnique, par exemple. On ne peut rentrer ici dans les détails, et je n'utilise le concept de plèbe que comme un outil qui doit être perfectionné, voire contesté. Ce qui me semble avéré en revanche, c'est que, tout en acceptant la nature absolument capitaliste de la mondialisation, on ne peut en déduire que l'Afrique, désormais directement soumise au capitalisme après la fin de l'articulation des modes production, va connaître une prolétarianisation globalement comparable à celle qui se produisit en Europe à l'époque précédente du mode de production capitaliste.

Mais la question est alors : quelle *expression* politique propre peut avoir cette plèbe ? En effet, la plèbe est, presque par excellence, manipulable en raison de son positionnement incertain et marginal dans le processus de production au sein de l'économie dominée. Des exemples récents montrent comment elle a été manipulée par Robert Mugabe dans la réforme agraire « instrumentale », mais cela ne fait pas de la ZANU un parti de la plèbe. Et c'est ici que revient la Renamo.

La Renamo n'est pas un parti de la bourgeoisie mozambicaine – c'est le Frelimo ex-marxiste ! –, ce n'est pas non plus le produit différé des agissements du capitalisme rhodésiano-sud-africain, car ce qu'avait créé Ian Smith et Ken Flower n'était pas un groupe rebelle *mozambicain*. Il y a eu, on l'a vu, *deux transcroissances* : le passage très rapide de groupe guerrier externe en corps social guerrier interne, et, plus lent, de corps social guerrier en parti civil. Or ces deux transcroissances sont *pleinement mozambicaines*, pleinement le produit des processus massifs de marginalisation sociale, qui perdurent au temps du néolibéralisme. La guerre n'a

pas été, contrairement à certaines théorisations hâtives sur les « nouvelles guerres civiles », une guerre d'appropriation. Depuis, la Renamo légale ne procède pas, dans la paix civile, à la redistribution en faveur de clientèles qu'elle voudrait construire ou maintenir – le voudrait-elle, elle n'en a pas les moyens. Ce n'est pas une pure entreprise clientéliste. *Et pourtant, elle croît.* Il y a donc bien une trajectoire spécifique et une conjoncture politique propre au Mozambique, mais aussi un fond « macro-social » bien plus vaste qui, d'une manière ou d'une autre, cherche à s'exprimer : celui de la « marginalisation majoritaire », c'est-à-dire de la plébéiennisation massive, produit de la fin de l'articulation des modes de production. J'émetts donc l'hypothèse que la Renamo, au-delà de son origine dans les fourgons de l'apartheid et de sa trajectoire atypique dans l'histoire récente du Mozambique, serait devenue, du fait de ses deux transcroissances, un prototype de parti appelé à se répandre, le parti plébéen, par définition instable. La question, naturellement, reste ouverte.

Le mérite du livre de Christian Geffray restera d'avoir montré les ressorts sociaux et historiques d'une « guerre illisible », où des rebelles semblaient ne rien faire d'autre que tuer femmes, enfants et vieillards, faire sauter des ponts et brûler dispensaires et écoles. Il a montré la réalité d'une guerre civile, mais, avec raison, il n'en a pas mécaniquement déduit qu'il s'agissait globalement d'« une rébellion paysanne contre un pouvoir urbain », mais d'une crise générale du rapport à l'État moderne, avec des expressions diversifiées selon les sociétés locales. Guerre de paysans mais point guerre paysanne, guerre contre l'État mais point guerre de libération, on était davantage dans le registre de l'implosion postcoloniale que de l'explosion émancipatrice. Si Christian Geffray prévoit un cycle de négociations (*La cause...* : 220, dernière phrase du livre, avant les annexes, écrite en avril 1990, juste avant l'envoi à l'imprimeur), seul à même de permettre la survie de la direction de la Renamo par le passage au politique légal, il entrevoit audacieusement une coalition Frelimo-Renamo, unis dans le mépris maintenu de la population paysanne pour un meilleur partage des ressources du pouvoir (*La cause...* : 200). Ce n'est pas ce qui s'est produit, le Frelimo n'a rien partagé et la Renamo a poursuivi son évolution, s'affirmant au point de représenter, à l'échelle du pays, une grande « Macuane » marginale, face à un « Eráti » central. C'est la poursuite du processus social que Christian Geffray a montré : la guerre, commencée par des appareils guerriers, est devenue une *guerre dans la société* qui, à la fois, en a subi les destructions, mais aussi, d'une certaine manière, l'a digérée, en transformant la Renamo pour exprimer sa crise du rapport à l'État postcolonial. Et cela, on ne peut pas l'enlever aux thèses de Christian Geffray.